

Interview du général Lafourcade : l'opération Turquoise au Rwanda

Lieutenant-colonel Dupas

Armées d'aujourd'hui, 7 avril 2014

Ancien chef de l'opération Turquoise, le général Jean-Claude Lafourcade s'est entretenu le 31 mars avec le ministre de la Défense. Lors d'une interview exclusive accordée à Armées d'Aujourd'hui, il revient sur l'opération qu'il a commandée entre juin et août 1994 au Rwanda.

Pour le général Lafourcade, l'opération Turquoise est intervenue dans un nouveau contexte de crises et conflits, caractérisé par des conflits ethniques et religieux où il est difficile pour une force d'intervention d'identifier l'adversaire. Une mission d'autant plus difficile lorsque la France se retrouve seule à assumer ses responsabilités internationales face à des crises humanitaires majeures.

Le général Jean-Claude Lafourcade commandant de l'opération Turquoise entre juin et août 1994 au Rwanda

La France était-elle légitime pour intervenir en 1994 au Rwanda ?

Dans le cadre des accords d'assistance militaire avec le Rwanda, l'armée française avait apporté sa coopération pendant trois ans aux Forces armées rwandaises (FAR) face à l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR) venant d'Ouganda. S'étant retirée du Rwanda fin 1993, conformément

aux accords d'Arusha qui prévoyaient un partage du pouvoir entre les deux parties, elle était donc mal placée pour intervenir. Mais elle l'a fait malgré les risques, et c'est tout son honneur : face à la passivité de la communauté internationale devant le génocide – que la France a été la première à dénoncer – déclenché par l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana le 6 avril 1994, la France décide en juin d'intervenir. Elle obtient un mandat des Nations unies qui lui donne mission, pour une durée de deux mois, d'arrêter les massacres en cours et de protéger les populations, en toute impartialité.

Comment parler d'impartialité alors que se produisait un génocide ?

Le respect de l'impartialité de la Force Turquoise a constitué une difficulté majeure. En effet, tout en protégeant les populations et en arrêtant les massacres, il n'était pas question de s'opposer au FPR qui poursuivait sa progression à l'intérieur du Rwanda et qui affichait son hostilité, ni d'apporter un soutien aux FAR que nous avions assistés pendant trois ans et qui nous demandaient de l'aide. Par ailleurs, la population hutu accueillait la force avec liesse, convaincue qu'on venait à son seul secours. Il a fallu une grande rigueur et une grande dis-

cipline aux soldats sur le terrain pour respecter cette impartialité et je rends hommage à leur intelligence de la situation et à leur professionnalisme, car ils ont sauvé des milliers de vies sans prendre parti, ce qui n'était pas évident. D'autant que la crédibilité de la France était en jeu car l'intervention se déroulait sous le regard de plus de 200 journalistes du monde entier et de nombreuses organisations humanitaires, tous convaincus que la France venait prêter main-forte aux Hutus contre le FPR.

Mais pourquoi les Français étaient-ils seuls à ce moment-là ?

Inexplicablement, le Conseil de sécurité de l'ONU, huit jours après le début du génocide, avait retiré 2 000 soldats de la force de l'ONU appelée Minuar chargée de contrôler la mise en œuvre des accords d'Arusha. Il restait donc sur place 200 soldats sous les ordres du général canadien Roméo Dallaire, qui avaient assisté impuissants au déroulement du génocide car leur mandat était resté sous chapitre VI de la charte des Nations unies. Lors de la planification de l'opération à Paris, compte tenu des expériences précédentes, nous avons réclamé et obtenu que l'intervention soit placée sous chapitre VII avec autorisation du recours à la force. Par ailleurs, suite à l'expérience malheureuse des Américains en Somalie, nous avons constitué une force robuste capable de faire face à toute éventualité, même pour une opération à but humanitaire. J'avais donc les moyens de remplir cette mission mais il fallait maîtriser l'emploi de la force, ce qu'ont admirablement fait nos soldats.

Comment se passait la coopération avec ces Casques bleus ?

Nous étions en contact permanent

avec la Minuar pour coordonner notre action, mais en fait les relations ne furent pas bonnes car le général Dallaire a fait preuve de parti pris et s'est montré très peu coopératif avec les Français. Mais cela n'a pas eu d'incidence sur le déroulement de l'opération Turquoise qui avait son propre mandat en prise directe avec Paris et New York.

Mais de ce fait, la France a concentré les critiques...

La France a été accusée d'avoir pris parti pour les Hutus contre les Tutsis. En réalité, il nous a fallu un certain temps pour que la majeure partie de la force acheminée exclusivement par voie aérienne au Zaïre soit engagée au Rwanda. J'ai ainsi dû attendre de rassembler les moyens suffisants pour pouvoir intervenir sur des massacres en cours dans les collines de Bisesero sachant que le FPR, à proximité, affichait son hostilité. On nous a plus tard accusés d'avoir refusé d'intervenir afin de laisser massacrer les Tutsis, ce qui n'a aucun sens.

Un autre reproche fait à Turquoise est celui d'avoir protégé les génocidaires dans la zone de sécurité installée par mandat de l'ONU dans le sud ouest du Rwanda et de les avoir incités à fuir au Zaïre. Les principaux responsables du génocide n'avaient pas attendu l'arrivée des soldats français pour quitter le Rwanda. Il ne restait que des « seconds couteaux », contre lesquels les gendarmes de la force ont établi des dossiers judiciaires qui ont été transmis à l'ONU. Mais j'en profite pour souligner le principal succès de l'intervention française : Turquoise a permis de maintenir à l'intérieur du Rwanda plus de 4 millions de personnes qui auraient fui au Zaïre devant l'avancée du FPR et les exactions des deux camps. Cet

exode, inévitable si les soldats français n'avaient été déployés, aurait provoqué la plus grande catastrophe humanitaire de tous les temps. Rien que pour cela, l'action de la France devrait être saluée.

Pour vous Turquoise a donc été une opération positive ?

A la fin de la mission en août 1994, l'ensemble de la communauté internationale et les médias du monde entier ont salué le bilan positif de l'opération Turquoise. Mes soldats sont rentrés éprouvés par les horreurs des massacres et du génocide mais fiers d'avoir sauvé des vies et d'avoir amélioré le sort des populations. Les critiques contre leur action sont indignes, surtout que toutes les autres grandes

puissances ont failli et portent finalement une grande part de responsabilité dans le drame rwandais. L'opération Turquoise s'est inscrite dans une nouvelle forme de crises et conflits, caractérisée par la faillite des États, des guerres civiles internes, des conflits ethniques et religieux où il est difficile pour une force d'intervention d'identifier l'adversaire. Plus que jamais nos soldats doivent faire preuve d'intelligence de situation, de maîtrise de soi et de professionnalisme. C'est bien ce que nous avons prouvé avec l'opération Turquoise.

Propos recueillis par le lieutenant-colonel Dupas,
 rédacteur en chef d'Armées d'aujourd'hui